

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE L'INSERTION

Brochure n° 3108 | Convention collective nationale

IDCC : 44 | **INDUSTRIES CHIMIQUES ET CONNEXES**

**Avenant du 16 décembre 2020**

relatif au renouvellement du protocole de fonctionnement temporaire  
des réunions de la CPPNI  
lié à la crise sanitaire de « Covid-19 »

NOR : ASET2150196M

IDCC : 44

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**UIC ;**

**FNIEEC ;**

**FIPEC ;**

**FEBEA,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**FCE CFDT ;**

**FÉDÉCHIMIE FO ;**

**CFE-CGC chimie,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

Les parties signataires ont conclu le 26 juin 2019 un accord relatif à la structuration du dialogue social et portant mise en place de la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI), ci-après l'accord CPPNI.

Tout en réaffirmant leur attachement aux principes posés dans cet accord, les parties signataires conviennent d'adapter de manière temporaire les règles de fonctionnement des réunions de la CPPNI afin de respecter les recommandations émises dans le protocole national (protocole national de déconfinement lié à la crise sanitaire « Covid-19 » puis protocole national pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprise face à l'épidémie de « Covid-19 »).

Le présent protocole déroge de manière exceptionnelle et temporaire aux dispositions visées dans l'accord CPPNI ayant le même objet dans le cadre de la situation sanitaire.

L'accord CPPNI demeure applicable pour les dispositions non visées par ce protocole.

Considérant que le présent protocole répond aux nécessaires adaptations des réunions de la CPPNI découlant du contexte « Covid-19 », les parties ont décidé de le reconduire pour une

durée de 6 mois, sous réserve des éventuelles évolutions découlant de l'adaptation du protocole national, postérieures à la date de signature de cet avenant de reconduction.

### **Article 1<sup>er</sup> | Reconduction des dispositions du protocole de fonctionnement temporaire des réunions de la CPPNI de la branche des industries chimiques lié à la crise sanitaire « Covid-19 »**

Les dispositions du protocole de fonctionnement temporaire des réunions de la CPPNI de la branche des industries chimiques lié à la crise sanitaire « Covid-19 » sont reconduites à l'identique, sous réserve de la précision apportée à l'article 2.

### **Article 2 | Durée des réunions paritaires et ordre du jour**

L'article 2 du protocole est modifié comme suit :

« Dans le cadre de l'application du présent protocole, la durée des réunions de la CPPNI lorsqu'elle se réunit en format de négociation, est fixée comme suit :

- une demi-journée lorsqu'une ou plusieurs délégations participent à la réunion selon la modalité 1. Dans ce cas, l'ordre du jour est adapté à la durée de la réunion ;
- une journée complète si la réunion se tient avec l'ensemble des délégations syndicales présentes (modalités 2 et 3).

Les parties conviennent que la durée d'une réunion organisée en tout ou partie à distance pourra être d'une journée à la réouverture des restaurants.

L'ordre du jour de la réunion de CPPNI suivante est discuté lors de la CPPNI précédente. »

### **Article 3 | Durée d'application de l'avenant de renouvellement**

Il est expressément convenu entre les parties que le présent avenant s'inscrit dans le contexte sanitaire lié à l'épidémie de « Covid-19 » rappelé en préambule.

Dès lors, le présent avenant est conclu à durée déterminée jusqu'au 30 juin 2021. Le protocole d'origine pourra être renouvelé après négociation si les conditions sanitaires l'exigent, notamment à travers des mesures de distanciation et/ou des précautions particulières envers les personnes qui ont des facteurs particuliers de vulnérabilité, ou des restrictions de déplacement le cas échéant.

Le présent avenant et le protocole qu'il reconduit, n'auront plus vocation à s'appliquer dès que la situation sanitaire permettra la tenue des réunions paritaires dans les conditions prévues dans l'accord CPPNI (levée des mesures de distanciation et/ou des précautions particulières envers les personnes qui ont des facteurs particuliers de vulnérabilité). Dans cette hypothèse, les parties le constateront au plus vite et conviendront de mettre un terme anticipé aux présentes dispositions.

### **Article 4 | Révision**

Le protocole, reconduit par le présent avenant, pourra être révisé à tout moment à la demande de l'une ou plusieurs organisations syndicales ou patronales visées à l'article L. 2261-7 du code du travail. La demande de révision sera notifiée à l'ensemble des organisations syndicales et patronales représentatives au niveau de la branche afin qu'une négociation en CPPNI puisse s'engager avant la date de la CPPNI suivante.

## **Article 5 | Dépôt, extension et entrée en vigueur**

Le présent avenant fera l'objet d'une demande d'extension, à l'initiative de la partie la plus diligente.

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires conviennent que le contenu du présent avenant ne justifie pas de prévoir les stipulations spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés, visées à l'article L. 2232-10-1 du code du travail.

Le présent avenant sera déposé au ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion, et au greffe du conseil des prud'hommes de Nanterre.

Il prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 sous réserve de son dépôt auprès du ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion.

*Fait à Puteaux, le 16 décembre 2020.*

(Suivent les signatures.)